

**12.** Le rapport annuel de l'Ordre contient les conclusions du rapport, le cas échéant, et des avis du comité.

**13.** Malgré le premier alinéa de l'article 4, pour le premier comité institué après l'entrée en vigueur du présent règlement, l'un des membres nommés par le Bureau et l'un des membres nommés par la Fédération le sont pour un mandat de deux ans.

**14.** Le présent règlement remplace le Règlement sur le comité de la formation des opticiens d'ordonnances (R.R.Q., 1981, c. O-6, r. 4).

**15.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

28403

Gouvernement du Québec

### Décret 1041-97, 13 août 1997

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

#### Optométristes — Comité de la formation

CONCERNANT le Règlement sur le comité de la formation des optométristes

ATTENDU QU'aux termes du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 178 du Code des professions, édicté par le chapitre 43 des lois de 1973, modifié par l'article 31 du chapitre 80 des lois de 1975, et qui, dans les Lois refondues du Québec, 1977, est devenu le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 184 de ce code (L.R.Q., 1977, c. C-26), le gouvernement pouvait, par règlement, après consultation de l'Office des professions du Québec, du Conseil des universités, des établissements d'enseignement et de l'ordre professionnel intéressé, fixer les modalités de la collaboration de l'ordre avec les autorités des établissements d'enseignement du Québec visés au paragraphe *a* du même article, notamment dans l'élaboration des programmes d'études conduisant à un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste et dans la préparation des examens ou autres mécanismes d'évaluation des personnes effectuant ces études;

ATTENDU QU'en vertu de cet article, le gouvernement a adopté le Règlement constituant un Comité conjoint de la formation en optométrie par l'arrêté en conseil 368-76 du 4 février 1976, désigné dans les Règlements refondus du

Québec, 1981, sous le titre de Règlement sur le comité conjoint de la formation en optométrie (R.R.Q., 1981, c. O-7, r.3);

ATTENDU QU'il y a lieu de remplacer ce règlement;

ATTENDU QU'en application du deuxième alinéa de l'article 184 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), le gouvernement peut, par règlement et après avoir consulté l'Office des professions du Québec ainsi que les personnes et organismes mentionnés au paragraphe 7<sup>o</sup> du troisième alinéa de l'article 12 de ce code, fixer les modalités de la collaboration de l'ordre intéressé avec les autorités des établissements d'enseignement du Québec visés dans un règlement pris en application du premier alinéa de l'article 184 de ce code, notamment dans l'élaboration et la révision des programmes d'études conduisant à l'obtention d'un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste, des normes que le Bureau doit fixer par règlement pris en application du paragraphe *c* de l'article 93 de ce code et, le cas échéant, des autres conditions et modalités que le Bureau peut déterminer par règlement pris en application du paragraphe *i* de l'article 94 de ce code, ainsi que des normes d'équivalence de ces conditions et modalités que le Bureau peut fixer en vertu de ce règlement;

ATTENDU QUE les consultations requises en vertu des dispositions précitées du code ont été faites;

ATTENDU QUE conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet du règlement joint au présent décret a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 17 avril 1996, avec avis indiquant que le gouvernement pourrait édicter ce règlement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la publication de ce projet;

ATTENDU QUE les commentaires reçus ont été appréciés;

ATTENDU QU'il est opportun d'édicter le règlement joint au présent décret, sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le Règlement sur le comité de la formation des optométristes, dont le texte est joint au présent décret, soit édicté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

## Règlement sur le comité de la formation des optométristes

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 184, 2<sup>e</sup> al.)

**1.** Un comité de la formation est institué au sein de l'Ordre professionnel des optométristes du Québec.

**2.** Le comité est un comité consultatif ayant pour mandat d'examiner, dans le respect des compétences respectives et complémentaires de l'Ordre, des établissements d'enseignement universitaire et du ministre de l'Éducation, les questions relatives à la qualité de la formation des optométristes.

La qualité de la formation s'entend de l'adéquation de la formation aux compétences professionnelles à acquérir pour l'exercice de la profession d'optométriste.

Le comité considère, à l'égard de la formation:

1<sup>o</sup> les objectifs des programmes de formation, dispensés par les établissements d'enseignement, menant à un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste;

2<sup>o</sup> les objectifs des autres conditions et modalités de délivrance de permis ou certificats de spécialistes qui peuvent être imposées par un règlement du Bureau, comme un stage ou un examen professionnels;

3<sup>o</sup> les normes d'équivalence de diplôme ou de formation, prévues par règlement du Bureau, donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste.

**3.** Le comité est formé de cinq membres choisis pour leurs connaissances et les responsabilités exercées à l'égard des questions visées à l'article 2.

La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec nomme deux membres.

Le ministre de l'Éducation ou son représentant, le sous-ministre ou le sous-ministre adjoint aux Affaires universitaires et scientifiques, nomme un membre et, au besoin, un suppléant.

Le Bureau nomme deux membres de l'Ordre, parmi lesquels le comité choisit le président.

Le comité peut également autoriser des personnes ou des représentants d'organismes concernés à participer à ses réunions.

**4.** Les membres du comité sont nommés pour un mandat de trois ans.

Les membres demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

**5.** Le comité a pour fonctions:

1<sup>o</sup> de revoir à chaque année, à la lumière de l'évolution des connaissances et de la pratique, notamment eu égard à la protection du public, la situation relative à la qualité de la formation et, le cas échéant, il fait rapport de ses constatations au Bureau;

2<sup>o</sup> de donner son avis au Bureau, en regard de la qualité de la formation,

a) sur les projets comportant la révision ou l'élaboration des objectifs ou normes visés au troisième alinéa de l'article 2;

b) sur les moyens pouvant la favoriser, notamment en proposant des solutions aux problèmes constatés.

Le comité indique dans son rapport, le cas échéant, et dans son avis le point de vue de chacun de ses membres.

**6.** Les membres du comité s'efforcent de recueillir l'information pertinente à l'exercice des fonctions du comité auprès des organismes qui les ont nommés ou de tout autre organisme ou personne concerné.

**7.** Le président fixe la date, l'heure et le lieu des réunions du comité.

Toutefois, le président doit convoquer une réunion du comité, à la demande d'au moins trois de ses membres.

**8.** Le comité doit tenir au moins deux réunions par année.

**9.** Le quorum du comité est de trois membres, dont un nommé par le Bureau, un par la Conférence et un par le ministre.

**10.** Le secrétariat du comité est assuré par l'Ordre.

Le secrétaire désigné par l'Ordre veille à la confection et à la conservation des procès-verbaux, rapports et avis du comité.

**11.** Le Bureau transmet copie du rapport, le cas échéant, et de l'avis du comité à la Conférence, au ministre de l'Éducation et à l'Office des professions du Québec.

**12.** Le rapport annuel de l'Ordre contient les conclusions du rapport, le cas échéant, et des avis du comité.

**13.** Malgré le premier alinéa de l'article 4, pour le premier comité institué après l'entrée en vigueur du présent règlement, l'un des membres nommés par le Bureau et l'un des membres nommés par la Conférence le sont pour un mandat de deux ans.

**14.** Le présent règlement remplace le Règlement sur le comité conjoint de la formation en optométrie (R.R.Q., 1981, c. O-7, r. 3).

**15.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

28404

Gouvernement du Québec

## Décret 1042-97, 13 août 1997

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### Orthophonistes et audiologistes — Comité de la formation

CONCERNANT le Règlement sur le comité de la formation des orthophonistes et audiologistes

ATTENDU QU'aux termes du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 178 du Code des professions, édicté par le chapitre 43 des lois de 1973, modifié par l'article 31 du chapitre 80 des lois de 1975, et qui, dans les Lois refondues du Québec, 1977, est devenu le paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 184 de ce code (L.R.Q., 1977, c. C-26), le gouvernement pouvait, par règlement, après consultation de l'Office des professions du Québec, du Conseil des universités, des établissements d'enseignement et de l'ordre professionnel intéressé, fixer les modalités de la collaboration de l'ordre avec les autorités des établissements d'enseignement du Québec visés au paragraphe *a* du même article, notamment dans l'élaboration des programmes d'études conduisant à un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste et dans la préparation des examens ou autres mécanismes d'évaluation des personnes effectuant ces études;

ATTENDU QU'en vertu de cet article, le gouvernement a adopté le Règlement constituant un Comité de la formation en orthophonie et audiologie par l'arrêté en conseil 1504-78 du 10 mai 1978, désigné dans les Règlements refondus du Québec, 1981, sous le titre de Règlement sur le comité de la formation en orthophonie et audiologie (R.R.Q., 1981, c. C-26, r.124);

ATTENDU QU'il y a lieu de remplacer ce règlement;

ATTENDU QU'en application du deuxième alinéa de l'article 184 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), le gouvernement peut, par règlement et après avoir consulté l'Office des professions du Québec ainsi que les personnes et organismes mentionnés au paragraphe 7<sup>o</sup> du troisième alinéa de l'article 12 de ce code, fixer les modalités de la collaboration de l'ordre intéressé avec les autorités des établissements d'enseignement du Québec visés dans un règlement pris en application du premier alinéa de l'article 184 de ce code, notamment dans l'élaboration et la révision des programmes d'études conduisant à l'obtention d'un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste, des normes que le Bureau doit fixer par règlement pris en application du paragraphe *c* de l'article 93 de ce code et, le cas échéant, des autres conditions et modalités que le Bureau peut déterminer par règlement pris en application du paragraphe *i* de l'article 94 de ce code, ainsi que des normes d'équivalence de ces conditions et modalités que le Bureau peut fixer en vertu de ce règlement;

ATTENDU QUE les consultations requises en vertu des dispositions précitées du code ont été faites;

ATTENDU QUE conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet du règlement joint au présent décret a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 17 avril 1996, avec avis indiquant que le gouvernement pourrait édicter ce règlement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la publication de ce projet;

ATTENDU QUE les commentaires reçus ont été appréciés;

ATTENDU QU'il est opportun d'édicter le règlement joint au présent décret, sans modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre responsable de l'application des lois professionnelles:

QUE le Règlement sur le comité de la formation des orthophonistes et audiologistes, dont le texte est joint au présent décret, soit édicté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

MICHEL CARPENTIER